

William Villeneuve, président du groupe CerFrance Gascogne Occitanie

À 43 ans, ce Gersois d'origine, a été élu à l'unanimité, le 17 janvier 2019, à la présidence de CerFrance Gascogne Occitanie par le conseil d'administration. Ce nouveau groupe est né de la fusion, le 1^{er} janvier 2019, des trois CerFrance de l'Ariège, de la Haute-Garonne et du Gers/Pyrénées-Atlantiques.



Le nouveau président veut faire du conseil aux clients la priorité de son mandat et accroître la compétitivité du groupe sur le marché très concurrentiel de l'expertise comptable. À 43 ans, marié, 3 enfants, William Villeneuve dirige une exploitation agricole à Peyrusse Grande dans le Gers. Troisième génération à la tête de l'exploitation familiale depuis 2000, il produit des grandes cultures en agriculture biologique, de la vigne en appellation Plaimont et de l'élevage allaitant race Limousine sur une superficie de 240 ha.

Depuis 2004, William Villeneuve est élu administrateur au CerFrance Gascogne Adour. En décembre 2010, le jeune homme succède à Yves Rispat qui présidait la structure depuis 40 ans. Depuis 2010, il s'emploie avec l'ensemble du conseil d'administration, la direction et les équipes dans les agences à développer le conseil auprès des entreprises clientes. « Sur le marché très concurrentiel de la comptabilité, le conseil et le service font la différence. Pour un entrepreneur, la comptabilité doit représenter le meilleur investissement pour son entreprise car c'est un outil de pilotage et de réflexion tourné vers l'avenir. Grâce à la fusion, CerFrance Gascogne Occitanie va gagner en compétences pour l'accompagner avec toujours plus d'efficacité à chaque étape clé de la vie de son entreprise », déclare William Villeneuve.

Un premier rapprochement en 2016

En 2016, les trois partenaires avaient opéré un premier rapprochement sous forme de GIE pour conduire des projets communs. CerFrance Gascogne Occitanie accompagne 9.500 clients dans tous les secteurs d'activité (agriculture, artisanat, commerce, services, professions libérales mais aussi associations et particuliers) en Ariège, en Haute-Garonne, dans le Gers et les Pyrénées-Atlantiques où il comptabilise 30 agences pour demeurer au plus près de ses clients. Il représente un chiffre d'affaires cumulé de 26,3 M€ et emploie 400 salariés pluridisciplinaires qui interviennent en comptabilité et expertise comptable mais aussi en accompagnement juridique, fiscal et patrimonial, dans le pilotage d'entreprise, le conseil social, la paye et les ressources humaines, les obligations environnementales.

La direction générale de CerFrance Gascogne Occitanie est confiée à Christine Huppert qui assurait précédemment celle des trois CerFrance de l'Ariège, de la Haute-Garonne et du Gers. Le siège administratif est installé à Muret ▶

Communiqué

Olivier Larcher nommé Directeur général de Groupama d'Oc

Le conseil d'administration de Groupama d'Oc, en sa séance du 18 décembre 2018, a nommé Olivier Larcher comme nouveau directeur général. Il rejoindra Groupama d'Oc le 1^{er} février 2019.



Olivier Larcher, 51 ans, diplômé de l'INSEEC et de la formation supérieure des managers Groupama, est entré dans le groupe en 1990. Il a exercé successivement les fonctions suivantes au sein de Groupama Sud : responsable commercial départemental de la Drome, responsable marketing, communication et institutionnel, directeur adjoint assurances, directeur entreprises et collectivités ; il devient en 2003 directeur de l'établissement d'Avignon. Il est nommé, en 2004, directeur commercial puis, en 2009, directeur général adjoint de Groupama-Sud où il a en charge, en plus de la direction commerciale, les directions Assurance-Gestion et Technique-Systèmes d'information. En 2010, il rejoint Groupama Seguros en Espagne comme Directeur Général Assurances puis, en 2012, il est nommé directeur général de Gan-Prévoyance. Il est, depuis juillet 2013, directeur général de Groupama Grand-Est ▶

Communiqué

La participation aux élections chambres d'agriculture démarre mollement

En bref...

Alors que les agriculteurs peuvent voter depuis le 14 janvier pour les élections des chambres d'agriculture, et que certains n'auraient pas encore reçu leur matériel de vote neuf jours avant la clôture le 31 janvier, la FNSEA et les JA se sont inquiétés du taux de participation, à l'occasion de leurs vœux à la presse le 22 janvier. « Selon les chiffres que nous avons pu avoir, ça démarre mollement, rapporte le secrétaire général de la FNSEA Jérôme Despey. Il va falloir enclencher la vitesse supérieure ». La FNSEA et les JA inscrivent également ce scrutin dans un contexte où, comme l'a rappelé le président des JA, Jérémy Decerle, « les corps intermédiaires ont été jusqu'ici mal considérés par le gouvernement ». En somme, une stabilité du taux de participation consoliderait leur légitimité auprès du pouvoir en place, estiment-ils. « Les agriculteurs doivent voter pour démentir l'idée que le syndicalisme agricole ne sert à rien », plaide Jérôme Despey. Et la présidente de la FNSEA Christiane Lambert de conclure : « Le travail syndical paie » ▶

Agra

Élevage : travail bien pensé, vivabilité améliorée



Et si on parlait bien-être de l'éleveur ? Telle était la proposition lancée par le GIE Elevage Occitanie lors de la journée régionale sur l'organisation du travail en élevage jeudi 10 janvier à l'Inra de Toulouse. Les participants ont échangé et participé à des ateliers pour bien penser son travail et ainsi, s'en libérer.

Entre l'augmentation de la taille des exploitations, la diminution de la main d'œuvre familiale et du bénévolat, l'aspiration à des conditions de vie plus proches équivalentes à celles d'autres catégories socio-professionnelles, la pénibilité du travail et les revenus insuffisants, l'élevage connaît un déficit d'installations... au point que la question du renouvellement des générations d'éleveurs se pose. C'est autour de cette problématique que François Toulis, président du GIE Elevage Occitanie, a introduit la journée dédiée à l'organisation du travail en élevage. Une cinquantaine de participants (techniciens, animateurs, conseillers, salariés agricoles, responsables professionnels) avait répondu à l'invitation pour se retrouver autour de cette question cruciale, du quotidien, et pourtant peu abordée dans ce genre de rencontre.

Moins, mieux, plus vite ou autrement

Un nombre croissant d'éleveurs s'interroge sur le contenu et le sens de leur travail. Ils aspirent aussi à exercer un métier vivable, qui conjugue vie professionnelle et vie personnelle décente.

Sophie Chauvat, de l'Institut de l'élevage, et Benoit Dedieu, de l'Inra, ont présenté les différentes évolutions du métier d'éleveur au XXI^e siècle : travailler moins, mieux, plus vite ou autrement. En préambule, Benoit Dedieu insiste sur les trois dimensions du travail dans les systèmes d'exploitation : « le travail est un facteur de production essentiel pour la compétitivité ; il représente aussi une organisation visant à articuler les tâches et chantiers dans le temps ; enfin, c'est l'activité qui construit l'identité professionnelle et personnelle. Chaque éleveur trouve son propre équilibre quelque part entre ces trois dimensions. »

Pour certains, l'avenir passe par travailler moins, prendre des week-end et des congés. Une étude Insee révèle que 43 % des éleveurs bovins lait s'absentent moins de deux jours de suite par an. Les autres partent en moyenne 10 jours par an. En complément de cette aspiration à un repos physique, être en congés est un indicateur de parité sociale.

Autre facette : les éleveurs souhaitent travailler mieux. Afin de tenir jusqu'à la retraite, ils doivent veiller à leur santé physique. Ce comportement — aux antipodes de

leurs habitudes culturelles — est pour le moins indispensable quand on sait que les affections péri-articulaires représentent 78% des maladies professionnelles. Un bon point : le nombre d'accidents du travail est en baisse, grâce aux équipements et matériels, pensés et adaptés pour améliorer les conditions de travail. Travailler mieux entend aussi préserver la santé psychique, alors que les burn-out, dépressions et suicides touchent une part pré-occupante de la population agricole.

Selon Sophie Chauvat, l'évolution consiste aussi à travailler plus rapidement. L'augmentation de la productivité doit permettre de dégager du temps. « L'automatisation et la robotisation sont des outils pour retrouver de la marge de manoeuvre et de la souplesse en termes d'organisation et de temps de travail. Ce temps libéré pourra être réinvesti dans la production, l'analyse de données ou la surveillance des animaux. » Ou comment anticiper la conduite de l'exploitation plutôt que d'arriver plus tard, quand le problème se présente. Depuis plusieurs années, les nouvelles technologies ont investi le marché agricole dans le but d'aider les agriculteurs à gagner du temps, à simplifier leur travail, mais aussi à augmenter leurs revenus. L'entrée du numérique dans le domaine de l'élevage a totalement bouleversé le quotidien des agriculteurs qui ont dû s'adapter à cette révolution : de nouvelles tâches apparaissent, tandis que d'autres disparaissent. L'élevage de précision permet aux éleveurs de se décharger de tâches contraignantes et d'acquiescer de nombreuses données sur leurs animaux (indicateurs comportementaux, de production,...). Sophie Chauvat attire l'attention sur le risque de remplacer ces tâches... par d'autres, ou d'augmenter la charge mentale des éleveurs.

Dernière facette pour l'éleveur : travailler autrement. Le métier se féminise, le salariat se développe, mérite d'être réhabilité. Quand au management, il ne s'improvise pas. C'est pourquoi la tâche peut être déléguée à des groupements d'employeurs et autres structures collectives.

Benoit Dedieu a présenté des exemples de projets montés par des éleveurs pour agir sur la qualité et l'efficacité de leur travail. Certains ont choisi de simplifier la conduite du troupeau et des surfaces. D'autres ont réorganisé la main d'œuvre ou rationaliser leur bâtiment ou leur équipement. Qu'ils décident de travailler moins, mieux ou autrement, les éleveurs présentent un point commun : dégager un revenu suffisant, préambule à un métier viable ▶

Marie-Laure Chabalière

Un projet régional

Cette journée s'inscrivait dans le cadre du projet « Organisation du travail en élevage : diffusion d'expériences réussies en Occitanie », financé par la Région et le Feader. D'une durée d'un an, il se déroule jusqu'en septembre prochain. Il prévoit d'autres actions, parmi lesquelles la rédaction de fiches techniques et la visite de cinq élevages ayant instauré des actions innovantes. Ce projet est conduit par le groupe régional Travail et vivabilité en élevage créé en 2015 autour de nombreux partenaires : GIE Elevage, Chambres d'agriculture, services de remplacement, Interbev, Inra, Institut de l'élevage, Cuma, Jeunes agriculteurs, association des salariés agricoles, ... ▶

INFOS PRATIQUES